

Que signifie « mettre le paquet » sur le premier degré ?

Animateur : Jean Rioult
IPR-IA honoraire
ancien IEN en Seine-Saint-Denis

En introduction, l'animateur souligne trois points :

1 - Le dernier enjeu ministériel se concentre sur le **programme ECLAIR** (Ecoles, collèges et les lycées pour l'ambition, l'innovation et la réussite). Cette expérimentation concerne les établissements concentrant le plus de difficultés en matière de climat scolaire et de violence. 300 établissements environ (selon le ministre) devraient être en Eclair à la rentrée 2011.

Les objectifs de ce programme :

- l'amélioration du climat scolaire et du suivi des élèves,
- le renforcement de la stabilité et de la cohésion des équipes,
- le renforcement de l'égalité des chances,
- le développement d'innovations dans le champ pédagogique et la vie scolaire et les ressources humaines : par exemple les actions en faveur de la sécurité avec la création des préfets des études, dont la fonction est de renforcer les liens entre le pédagogique et l'éducatif au sein des équipes.

2 – En 1981, certes il y a 30 ans, une ZEP se définissait par **un territoire** limité géographiquement et où vivait une population désavantagée socialement et culturellement.

Dans le département de la Seine-Saint-Denis ont été créées les ZEP des Francs-Moisins à Saint-Denis, des 4000 à la Courneuve, des 3000 à Aulnay-Nord..., au total 10 ZEP créées en 1982. Etaient concernés les écoles maternelles, les écoles élémentaires et les collèges de la Zone.

En s'appuyant sur l'unité géographique ont pu se créer les différentes **coopérations** :

- dans les équipes d'enseignants des établissements,
- entre les équipes d'enseignants d'écoles différentes: avec en particulier les liaisons CM2/6^{ème} ;
- avec les différentes associations sportives et culturelles locales et les musées (classes de théâtre, de nature et autres...) ;

- avec les parents, liaison qu'il faut souligner tout particulièrement car elle est un grand facteur de réussite, même si elle demande un investissement important en réunions, en réflexion commune, en relations individuelles ;
- dans l'équipe de pilotage : principal, IEN, coordonnateur, plus tard les professeurs référents

La rentrée 2011 prévoit de nouvelles actions pour lutter contre la violence dans les écoles. N'est-ce pas une réduction de la fonction de l'école et une instrumentalisation du thème politiquement sensible de l'insécurité ?

Dans le même temps, les bons élèves des RAR et des RSS (l'élite) sont dirigés vers des établissements prestigieux où l'on travaille et réussit individuellement.

On a donc là deux modèles :

- celui de la coopération entre les professeurs, les parents, les élèves et les administrations,

- celui de la réussite individuelle des élèves méritants.

Rappelons aussi que les mouvements pédagogiques (ICEM des écoles Freinet, le GFEN, les Francas, les organisations militantes de l'OCCE, l'USEP et l'ASSU, la Ligue de l'Enseignement) mais aussi les chercheurs des universités ou centres spécialisés ont toujours préconisé les formules de coopérations pour porter les élèves vers la réussite et le plaisir de réussir.

3 - L'école maternelle en ZEP

L'École maternelle dans les quartiers populaires, ou une école pour apprendre...

Pour reprendre un mot lancé par l'une d'entre vous, pour apprendre, il faut utiliser son cerveau. Certes, nous nous retrouvons au niveau des évidences mais la question demeure : dans une ZEP, comment aider les enfants à apprendre ?

On constate, à partir de statistiques déjà anciennes de la DEPP, que les enfants des quartiers populaires entrent plus tard à l'école maternelle que dans les milieux aisés. Ceux-ci ont bien compris le rôle fondamental de l'EM. En revanche, on cite le cas de mamans d'origine africaine qui n'acceptent pas facilement de se séparer de leurs jeunes enfants de deux ou trois ans. A cet âge, les enfants restent à la maison ! Il y a là pour les enseignants et les membres des associations un travail d'explication à mener auprès des parents des quartiers défavorisés sur ce qu'est la maternelle.

Autre exemple de l'importance des savoirs à ce niveau : au sortir de l'EM, donc à l'entrée au CP, en milieu plus aisé, il est fréquent qu'un élève possède plus de 1000 mots, alors que dans les quartiers populaires nombreux sont les élèves qui ne possèdent qu'une centaine de mots, voire moins pour certains.

Nous savons aussi que **la grande pauvreté** fait perdre les capacités à s'exprimer, à communiquer, à échanger. Les enfants sont aussi victimes de cette pauvreté linguistique. D'autres exemples peuvent être trouvés dans les notions mathématiques et surtout dans le domaine des connecteurs logiques. Trouver le complémentaire de 3 dans 5 est une opération aisée chez des élèves qui entrent au CP mais souvent non maîtrisée par nos élèves.

Une autre disparité : il y a les élèves qui ont accès aux diverses formes d'activité et d'expression artistiques et ceux qui n'ont accès qu'à la grisaille de leur quartier. L'équilibre recherché entre les connaissances, les conduites intellectuelles, motrices, artistiques, manuelles ne sont pas à l'avantage des élèves de ZEP.

Devant toutes ces difficultés constatées chez les très jeunes élèves, que faire ?

- ▶ accepter la situation, mais alors nos élèves échoueront, tout du moins pour une partie (25 ou 30%) d'entre eux ;
- ▶ ou être plus dynamiques, militants et se demander ce que l'école maternelle peut faire ?

Puisque nos élèves ont moins, l'école maternelle en ZEP doit leur apporter le meilleur.

Il ne s'agit pas pour cela à mes yeux d'abord de réduire les effectifs ou d'apporter des crédits supplémentaires. C'est important mais pas suffisant pour régler les questions d'apprentissage. « Apporter le meilleur » oblige l'école maternelle et ses maîtres à s'adapter au plus près de ses élèves.

Ne faisons pas l'impasse non plus sur la formation des maîtres des maternelles. Juste une réflexion : Quand je vois tout ce qui est fait en classe, dans l'école et autour de l'école, je regrette que toutes ces pratiques ne soient pas théorisées. La nécessité de ce travail de théorisation des pratiques des enseignants de l'école maternelle n'est ni perçue a priori ni spontanément mise en œuvre. Il convient donc que les maîtres puissent être écoutés, questionnés, invités à échanger, aidés dans la mise en mots, incités à approfondir leur réflexion. Nous voyons combien cette formation serait à la fois utilitaire et immédiate mais aussi de progrès. Un travail d'équipe sous-tend une telle formation à la fois par les pairs et par les spécialistes.

Le débat

- *Une enseignante en RASED à Orléans* : Il est difficile de faire progresser le niveau de maîtrise de langue française des enfants dès lors que les maternelles sont très peu mixtes et que beaucoup d'enfants ne sont pas francophones de naissance. On assiste actuellement à une technocratisation de l'école maternelle (par exemple avec livrets d'évaluation dès la Petite Section) qui rend l'école encore plus distante de nombre de familles (et d'enfants). Et on constate une augmentation très importante du nombre d'enfants sans-papiers, face auxquels l'école est démunie, ainsi que d'autres structures (ils n'ont pas accès par exemple aux centres de loisirs).

- *Une ex-directrice d'école* : Certes le problème des moyens est important, c'est une évidence. Mais le cœur du problème n'est-il pas celui de la formation ? Une qui prenne en compte une société nouvelle donc un métier d'enseignant différent. C'est la première réponse aux difficultés des enfants.

- *Une coordonnatrice de RAR dans le Val-de-Marne* : La réussite éducative est une réponse pour les enfants dans la grande pauvreté, même si elle a d'abord visé les enfants « fragiles ». Elle doit permettre aux enseignants de se concentrer sur les questions pédagogiques.

La maternelle est un espace d'apprentissages essentiels. Réclamer plus de moyens ne suffit pas : encore faut-il savoir ce que l'on va faire ensemble et comment ?
Travaillons avec les mouvements d'éducation.

- *une directrice d'école en RAR dans les Yvelines* : oui, il est indispensable de créer des collectifs qui permettent à nouveau de penser !

- *Claire Krepper, secrétaire nationale SE-UNSA* : « Mettre le paquet sur le premier degré » est à prendre au sens littéral : le 1^{er} degré est sous-doté en France par rapport aux autres pays de l'OCDE (cf. les rapports CAS et Cour des Comptes). Les taux d'encadrement sont faibles et ne facilitent pas la différenciation pédagogique et la personnalisation des apprentissages. Il faut augmenter l'encadrement par des maîtres supplémentaires et/ou des assistants d'éducation pour permettre la prévention et la remédiation des difficultés scolaires.

La maternelle doit être le lieu d'une première expérience réussie de la scolarisation. L'évaluation prématurée doit être rejetée ainsi que tout dispositif national d'évaluation sommative des acquis des élèves en fin de grande section.

- *Un chargée de direction en RSS (Val-de-Marne)* : Il faut recentrer l'effort
- sur une animation pédagogique très guidée de l'équipe
- sur la différenciation pédagogique ; rendre acteur l'élève de ses apprentissages ;
- sur la coopération, par la pédagogie institutionnelle, le travail en cycles.
Tout cela renvoie à un très grand déficit de moyens autant que de formation.

- *Une enseignante en maternelle RAR en Charente* : Non seulement, il n'y a pas vraiment de formation initiale mais la formation continue disparaît elle aussi. Les équipes n'ont plus le temps pour échanger, construire des projets.
L'évolution actuelle de la maternelle est inquiétante ; glissement de la GS vers le CP, chute de la scolarisation des 2 ans voire des 3 ans.

- *Une coordonatrice Zep à Sens* coordination.zep-sens@wanadoo.fr : La remise en cause des ZEP accentue le malaise des enseignants qui sont depuis longtemps sur ces territoires et qui se posent la question de continuer à y enseigner. Il n'y a plus de continuité de la politique des cycles, ce qui permettait un travail d'équipe. Les postes supplémentaires étaient une soupape et donnaient du lien à la pédagogie.

- *Jean-Claude Emin, ex-directeur à la DEPP* : Mettre le paquet sur le 1^{er} degré ? En fait, la question serait plutôt de mettre le paquet sur le début de la scolarité obligatoire (de la 1^{ère} année du pré- élémentaire à la fin du collège).
Deux nécessités me semblent importantes : mettre en oeuvre de façon effective les annonces faites et prendre en compte les rythmes différents des élèves pour traiter la question des redoublements.

- *Luc Dessaux, professeur des écoles en Seine-Maritime, secrétaire nationale du SNUipp-FSU* : Un des points qui ressortait du rapport rédigé par Anne Armand sur le bilan de l'évaluation en RAR était qu'il fallait « mettre le paquet sur le premier degré » (Rappelons que ce rapport n'a jamais été publié).

Dans le pilotage des réseaux, la place des enseignants est réduite : l'organisation des comités exécutifs ne permet pas à tous les enseignants, ni même parfois aux directeurs, de siéger dans ces instances.

La réussite de tous les élèves se construit dès l'école maternelle. Il faut donc y renforcer les moyens. Quand les CLAIR sont apparus, tout en refusant ce nouveau dispositif, nous avons regretté que les écoles soient oubliées (ce qui était paradoxal). S'il est nécessaire de renforcer la place de l'école et la liaison CM2-6^{ème}, cela doit se faire autrement qu'en créant des « écoles du socle commun ».

Le SNUipp a mené une enquête sur les besoins nécessaires pour mener un véritable travail en équipe.

En éducation prioritaire, les besoins de formation sont plus importants. Nous avons besoin d'échanger, de mutualiser, de nous rencontrer dans des collectifs. Nous devons agir sur l'organisation du travail.

Compte rendu rédigé par Jean Rioult

Carte des ZEP de l'académie de Créteil :

http://www.ac-creteil.fr/zeprep/annu_acad.html